

# algérien, et l'ALN-ANP

On nous marginalisa alors et on nous exclut... de la fête du 5 Juillet 1962, devenue fête du GPRA !

## Le coup d'Etat «soft» contre la Révolution

Nous vivions une dérive locale, mais sentions confusément que la direction de la Révolution était en crise ; d'autant que des bruits nous parvenaient de Tunis qui n'étaient pas réconfortants. Et, personnellement, je mettais mon espoir en cet état-major de l'ALN – quoi qu'on en ait dit – qui semblait s'opposer à ce GPRA soutenu, disait-on, par Bourguiba.

Et, la crise se confirma, dramatique, en 1962...

Plus tard, *L'indépendance confisquée* de F. Abbas (Flammarion, Paris, 1984), me signalera un point important d'Histoire : le changement qui a prévalu au GPRA. Pour mieux faire face aux négociations, a-t-on avancé, on a mis un président dit «révolutionnaire», à la place du président prétendu «réformiste». C'était un coup d'Etat contre Novembre, ourdi sur la base de symboles<sup>(1)</sup> que ce dernier avait rendus inopérants, mais que le «centralisme» a remis à l'honneur pour dire sa volonté «révolutionnaire» de prendre en main l'indépendance !

- Par ce coup d'Etat, les chefs ex-«centralistes» ont rétréci, à leur ex-mouvance organique, le large champ national d'action unie et solidaire des différentes couches sociales ouvert par la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre. L'histoire avait pourtant jugé : ils avaient en effet bloqué les cadres et la base militante qui était sous leur coupe pour qu'ils ne participent pas à «l'aventureuse» lutte armée ; mais celle-ci s'est victorieusement lancée malgré ce blocage. Ils n'ont pas compris la chance que leur a donnée Abane en les «réhabilitant» pour les recycler dans le mouvement : ils s'y sont alors considérés comme s'il était une simple continuité du PPA-MTLD ; ils n'ont eu de cesse alors que d'y conquérir, en tant que «politiques», une place dirigeante par rapport aux «militaires» de la lutte armée...

- Ils ont, surtout, désuni ces forces que la Révolution avait entraînée, qui se sont alors opposées les unes aux autres. Ils ont introduit le putschisme dans la Révolution et éclaboussé ainsi l'image de l'Algérie révolutionnaire, qualifiée depuis d'autoritaire, dirigée par un pouvoir militaire. Mais le coup ne venait pas des «militaires», mais d'un pouvoir civil, et il n'a pas été dirigé contre les «militaires» et l'ALN, sinon il n'aurait pas commencé par viser F. Abbas et ses amis, notre Ugema... , c'est-à-dire de nombreuses forces «civiles» qui s'étaient reconnues en Novembre. Reste à comprendre le sens de l'intégration des «3B» à ce néo-«Comité central». Ces «3B» avaient représenté le «militaire», face au (ou à côté du) «politique», figuré par les ex-«centralistes», dans cette simplification organique de Novembre qui a prévalu à partir d'un certain moment de la guerre de Libération. La fermeture des frontières par Challe avait-elle réduit les «3B» à leur plus simple

expression ? Ou s'étaient-ils accrochés au char du GPRA «révolutionnaire» par solidarité gouvernementale ? Seule une recherche sérieuse et objective permettrait de répondre à de telles questions et à d'autres... Le résultat de ce coup d'Etat «soft» est éloquent. Qu'on en juge !

## Un oukase du GPRA 3

C'est avec un état d'esprit respectueux envers tous mes aînés du mouvement national que j'apporte ce témoignage.

Et je suis conscient de la difficulté de l'exercice :

- difficulté à dire ma peine de ce qu'avec mes amis Ugema, nous ayons été traités d'ennemis de la Révolution... — et en même temps, difficulté à analyser les tenants de ces souvenirs pénibles, de prendre la posture de l'historien, non pour juger mais, pour trouver une explication au geste dont nous ne vivions qu'un aspect local, mais qui a abouti à la disso-

***L'islamisme saisit le danger, qu'il veut conjurer en le supprimant. Attentat inexpiable ! Il vise à assassiner l'Etat national. Il est, sans doute, facilité par une certaine désinvolture («dafiste» ?) des services présidentiels de protection.***

lution de l'Ugema.

Un oukase du GPRA 3 a présidé en effet à cette mise à mort.

Ayant imposé une «section des étudiants du parti» organiquement dépendante de lui, il réduit ainsi une Ugema pouvant – sait-on jamais, du fait de sa relative indépendance institutionnalisée par Novembre ? – poser problème à ses projets élitaires exclusifs. Le GPRA 3 a même pensé, en renouvelant ce traitement de l'Ugema, s'appuyer sur l'ALN de l'intérieur, contre l'E.-M. G. qu'il ne maîtrisait pas. Il a envoyé des sortes d'«officiers militants du "parti"», «sûrs», pour prendre en main les wilayas ALN par-dessus la tête de leurs chefs ! Mon ami Youcef en sait quelque chose, de même que le commandant M. Bennoui qui a dénoncé la manœuvre dans ses *Mémoires*...

Immenses dégâts ! Des décombres fumants de l'Ugema surgissent des groupes d'étudiants en plein désarroi, qui se regardent en ennemis et se disputent les restes du mouvement. L'échec de la tentative de congrès tenu en été 1962 signe la fin de l'influence majoritaire du nationalisme militant chez les étudiants.

## Naissance d'une Ugema étriquée, l'Unea

Les forces du nationalisme, désunies, cherchaient à régler la question du pouvoir. Et j'osais moi, le moudjahid qui avais pris le train en marche, porter un jugement dévalorisant sur d'autres moudjahidine au parcours étincelant, et dont certains ont été parmi les «précurseurs de la seule émancipation possible» qui m'ont donné conscience que je pouvais sortir de la soumission. J'osais me réjouir que le GPRA ait été «débouté», pour au moins ce traitement qu'il a fait subir aux étudiants...

Cependant le pouvoir installé aux dépens du GPRA, au lieu de réhabiliter l'Ugema, s'est dépêché de créer sa propre «section des étudiants du parti», reproduisant la tare générique d'étroitesse du GPRA 3...

Et c'est contre la volonté du «parti» au pouvoir et malgré SES «étudiants» qu'est née l'Unea, à la place de la défunte Ugema. Les étudiants communistes ont su rallier assez de voix pour, démocratiquement, rompre le lien organique entre l'Unea et le «parti», et supprimer le M pour lui substituer le N...

De mon exil intérieur, j'applaudis ce rapport imposé au «parti». Je ne tardais pas à rejoindre les rangs de l'Union, puis à en être un dirigeant...

Entre-temps, le champ politique national «s'enrichit» d'une nouvelle charte, et c'est au nom de cette charte d'Alger que nous commettons l'innommable : nous excluons de l'Unea sa section de Paris dont les dirigeants ont marqué des

distances avec la charte ! Je participe à reproduire, à mon tour, la tare d'étroitesse générée par le GPRA 3.

Le N se découvre beaucoup moins national que le M de l'Ugema !

## Et qu'en est-il de l'ANP ?

Nous la regardions avec méfiance, ce que confirmera, pour nous, le 19 juin 1965. J'avais rejoint le PCA et entrai avec lui en opposition, entraînant avec nous l'Unea. Nous aggravions la tare d'étroitesse... en nous accaparant l'organisation des étudiants au profit de nos intérêts de parti...

Boumediène, lui, déclare l'ANP digne héritière de l'ALN, ce qu'il traduit par un gros effort de modernisation et de formation, en appui sur les DAF et les écoles de cadets de la Révolution, et par la réduction du FLN à un «appareil du parti» ; par là, il s'attaque à la source de la tare d'étroitesse... Il entreprend de s'appuyer sur «les cadres de la nation», structure informelle avec laquelle il initie un débat autour de la politique de développement, désignée comme le Grand Jihad et appuyée sur la valorisation des hydrocarbures. Ce débat se concrétise par la Charte nationale. Tout en se montrant attentif aux besoins des couches populaires, il déploie une audacieuse politique étrangère de neutralité active, et une politique de soutien aux mouvements de libération. Ce qui lui a coûté certainement la vie. Sa disparition a été vécue comme un drame majeur par le peuple : qui montrait son inquiétude pour les lendemains d'une politique qu'il a sentie marquée par le souffle du FLN du 1<sup>er</sup> Novembre. Devant la profondeur de ce deuil populaire, le grand Boudiaf reconnaissait son tort de s'être opposé à Boumediène et décidait de quit-

ter la scène politique. Et notre «Saout-echaab», dont l'opposition s'était assouplie sans disparaître après le Qarrarna du 24 février 1971, a dû s'incliner devant la perte d'un «camarade de combat»...

## Le coup de pied de mule des DAF

Mais l'inquiétude populaire n'était pas vaine : le «parti FLN» est ré-intronisé en grande pompe, et les DAF sont inclus dans sa direction. Libérés de leur «employeur», ils s'engorgent de leur «politique» : la tare d'étroitesse... est ici le fait d'un démembrement de l'ANP. Ils chargent le «parti» de maîtriser les cadres avec «l'article 120» et patronnent une politique économique et étrangère détricotant celle de Boumediène... et rapetissant donc l'Algérie à qui il avait redonné les couleurs de Novembre. Ils mènent alors le pays droit à la crise... Et moi, dans tout cela ? Avec mon parti clandestin, nous continuons à soutenir certaines positions du pouvoir «dafiste» tout en nous opposant à d'autres... Novembre 1986, les émules des DAF, les «capitaines de Boumediène», frappent à la porte, en «redresseurs», pour exiger une sorte d'alternance. Le pouvoir tergiverse alors, sacrifie l'antidémocratique «parti FLN», se constitue un «FLN» plus «clean», dans la cadre d'une ouverture démocratique qu'il leste de l'islamisme. Nous n'avons pas saisi alors la gravité de cette mesure où nous n'avons vu que l'occasion de légaliser enfin notre parti. Mais les «redresseurs» ont diagnostiqué, dans ce jeu irresponsable avec le feu islamiste, l'introduction mortelle dans le corps de notre société d'un «virus», d'autant plus dangereux qu'il s'introduit sous le couvert de l'islam. Ils ont alors exigé la démission des responsables de cette grave dérive. Le premier responsable abdique mais emporte avec lui l'institution présidentielle.

Ils réinitialisent la Révolution en la personne du grand Boudiaf... qui revient en disant sa confiance dans l'ANP !

L'islamisme saisit le danger, qu'il veut conjurer en le supprimant. Attentat inexpiable ! Il vise à assassiner l'Etat national. Il est, sans doute, facilité par une certaine désinvolture («dafiste» ?) des services présidentiels de protection. Mais c'est trop tard ! En rejoignant ses frères du 1<sup>er</sup> Novembre tombés au champ d'honneur, Boudiaf bouclait la boucle, éclairant de nouveau la voie qu'il avait ouverte avec eux... Les jeunes et le peuple, rendus à la confiance unitaire, plébiscitent à la présidence de la République un des dignes héritiers de l'ALN pour faire barrage à l'islamisme ravageur... L'ANP marquait là un point essentiel. On sentait cependant qu'il lui faudrait mener un effort sérieux pour limer ses excroissances «dafistes»... Mais bientôt, elle nous remplira de fierté par le combat intelligent – où s'illustreront ses services ! – qu'elle mènera avec succès contre le «sida» islamiste, en appui sur les moudjahidine et le peuple qu'elle encouragera à se mobiliser...

A. M.

1. Cf. les *Mémoires* du regretté P<sup>r</sup> Chaulet.

2. Seuil, 1962 ; réédité par l'Anep dont, en 2005, avec une présentation que j'ai signée.

3. Le représentant de l'USNSA, C.-M. Henry a témoigné, à ce procès, du soutien des étudiants des USA aux étudiants algériens en lutte, à leur aspiration à l'indépendance.

Il a été d'ailleurs expulsé aussitôt de France où il étudiait ! Cet universitaire est l'auteur de la seule recherche

sur l'Ugema, du seul livre qui en a consigné les résultats sous le titre «Ugema (1955-1962) Témoignages». Casbah, 2010, 2012. Il y dit dans un texte qui introduit et éclaire sa thèse, que «l'Ugema était [...] l'incarnation vivante de la Révolution algérienne, pas uniquement pour les étudiants algériens [...], mais aussi pour tous les étudiants admiratifs et solidaires de par le monde» !

4. C'est P. Bourdieu qui disait, sans aucun jugement de

valeur, que «dès le moment où la révolution symbolique est en marche [et Novembre en est une], il y a place pour l'imposition de la révolution, le faire-semblant de la révolution. [...] On voit apparaître des imposteurs qui, ayant compris avant les autres la révolution en cours, opèrent une conversion au moins apparente et cumulent, pendant un certain temps, les profits de la conservation et ceux de la conversion.» In *L'Effet Manet, Le Monde diplomatique*, nov. 2013, pp. 13-14.